

Argent du pétrole, énergie et médias: le gendre d'Erdogan est une clé du régime

PAR ROSA BORLUN

ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 24 MAI 2017



Tayyip Erdogan et Berat Albayrak, lors d'un meeting de la campagne pour le référendum, le 5 avril 2017 à Rize. © Reuters

Parachuté ministre de l'énergie à 37 ans, Berat Albayrak, le gendre du président turc Recep Tayyip Erdogan, a acquis au cours des derniers mois une étonnante visibilité médiatique. Il est en tout cas l'une des pièces maîtresses du « système Erdogan », un bras droit dont les secrets sont étroitement protégés par la justice turque, comme l'ont appris à leurs dépens plusieurs journalistes et le site Wikipédia.

Dans la famille du président turc Recep Tayyip Erdogan, tout le monde met la main à la pâte. Les fils, Ahmet Burak et Necmettin Bilal, contribuent à la prospérité du clan avec leurs activités dans le domaine du transport maritime, où s'investissent également le frère, Mustafa, et le beau-frère, Ziya Ilgen. Les femmes – l'épouse Emine, les filles Esra et Sümeyye – s'affairent dans le secteur associatif et caritatif.

Un représentant de la nouvelle génération sort cependant du lot. Il s'agit de Berat Albayrak, le mari d'Esra, choisi entre tous pour entrer en politique aux côtés du Reis. Élu député en juin 2015 avec le parti de son beau-père, l'AKP (Parti de la justice et du développement, islamo-conservateur), catapulté à la tête du ministère de l'énergie six mois plus tard, le jeune politicien – il a aujourd'hui 39 ans – ne quitte plus d'une semelle le chef de l'État et ne manque pas une occasion d'apparaître à ses côtés

devant les médias, un privilège rare quand on sait la prédilection d'Erdogan pour les ministres transparents et dépourvus d'égo.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Quelques jours après la tentative manquée de coup d'État, le 15 juillet dernier, c'est à Berat Albayrak qu'a été confiée la mission de relater devant les caméras le putsch tel qu'il a été vécu « de l'intérieur » par le président et sa suite, traqués par les militaires mutins dans une station balnéaire de la riviera méditerranéenne turque. C'est lui également qu'on a vu s'époumoner au printemps sur toutes les estrades d'Anatolie, pendant la campagne du référendum sur la présidentialisation du système politique turc. Dans ce rôle de « chauffeur » de salle, le ministre a d'ailleurs fait la preuve d'un étonnant don de mimétisme, reproduisant avec fidélité les poses de vieux briscard et les intonations gouailleuses de son beau-père. C'est lui encore dont la tête ronde et souriante, cerclée d'un filet de barbe bien taillé qui ne parvient pas à cacher totalement des traits toujours juvéniles, apparaît sur toutes les photos de famille des grandes rencontres diplomatiques.

Mais l'exposition médiatique a ses limites. Le ministre de l'énergie accorde très peu d'entretiens. Ses conférences de presse se dispensent le plus souvent de la traditionnelle séance de questions-réponses. Et malheur à celui qui s'intéresse de trop près aux secrets de ce gendre en or.

Le 28 septembre, un groupe de pirates informatiques turcs, RedHack, a rendu publics quelque 58 000 courriels appartenant à Berat Albayrak. L'administration s'est empressée de bloquer les sites internet de partage de fichiers Dropbox et Google Drive, où avaient été déposés les documents, ainsi que des articles en ligne évoquant le contenu de ces courriels. La police interpellait dans le même temps six suspects, rapidement relâchés faute de preuves. Les actes du tribunal supervisant l'enquête ont confirmé que les textes présentés au public provenaient bien de la boîte aux lettres du politicien.

Le dossier Albayrak est cependant réapparu sur la Toile le 5 décembre, **publié cette fois par WikiLeaks**. Là encore, les autorités se sont efforcées de dissuader les curiosités, en procédant le 25 décembre à l'interpellation de six journalistes turcs auteurs d'articles sur la « Berat Box ». Placés en détention provisoire pour propagande en faveur d'organisations terroristes, trois d'entre eux sont toujours derrière les barreaux. Ils ont été rejoints en prison par le correspondant du quotidien allemand *Die Welt*, Deniz Yücel, arrêté le 14 février dans le cadre de la même enquête, mais écroué deux semaines plus tard pour un autre motif, le parquet lui reprochant d'avoir donné la parole à des rebelles kurdes.

Autre application de cette loi de l'omerta, l'organisme turc de contrôle de l'Internet, le BTK, bloque depuis le 29 avril l'accès à Wikipedia, au motif que les gérants de l'encyclopédie en ligne ont refusé de supprimer « des contenus affirmant que la Turquie soutenait des organisations terroristes ». Les plaintes d'Ankara concernent deux articles en anglais consacrés aux « *interventions étrangères dans la guerre civile syrienne* » et au « *terrorisme soutenu par l'État* », qui comprennent tous deux des références à une « *implication d'Erdogan et sa famille* » dans des opérations de contrebande de pétrole ayant pu contribuer à financer l'organisation État islamique (EI).



Briefing au ministère russe de la défense sur le pétrole illégalement acheté, selon lui, à l'État islamique par la famille Erdogan. © Reuters

Si le nom de Berat Albayrak n'est pas mentionné dans ces pages, il est bien le personnage central de cette affaire. Les principales accusations visant le clan Erdogan proviennent de Moscou. Elles apparaissent début décembre 2015, peu après la destruction d'un chasseur russe par l'aviation turque à la frontière turco-syrienne. « *La Turquie est le principal consommateur*

du pétrole volé à ses propriétaires légitimes en Syrie et en Irak. Selon les informations que nous avons reçues, les dirigeants de ce pays au plus haut niveau – le président Erdogan et sa famille – sont impliqués dans cette activité criminelle », clame alors Anatoli Antonov, un vice-ministre de la défense qui s'efforce de démontrer à la presse, en exhibant des photos satellites de camions-citernes, l'existence de trois voies de trafic entre les territoires aux mains de l'EI et la Turquie.

« *À l'ouest, personne ne pose de questions sur le fait que le fils [en fait le gendre – ndlr] du président turc dirige une des plus grandes compagnies énergétiques, ou que son [beau-]fils a été nommé ministre de l'énergie. Quelle formidable entreprise familiale* », poursuit Antonov.

Or, la principale révélation des courriels piratés concerne en effet le rôle probable joué par le gendre du président, PDG du puissant consortium Calik Holding de 2007 à la fin 2013, dans la gestion d'une discrète compagnie de transport de pétrole, Powertrans. Fondée en mars 2011 à Istanbul, Powertrans est la seule entreprise à avoir obtenu du gouvernement turc l'autorisation de transporter à travers le territoire national le pétrole brut en provenance de la région autonome kurde irakienne. Ses opérations ont commencé début 2012, sa flottille de camions-citernes acheminant l'or noir jusqu'aux terminaux pétroliers de la côte méditerranéenne turque.

Dans les documents officiels de Powertrans, Berat Albayrak n'existe pas, pas plus que Calik Holding. Les parts de l'entreprise se répartissent à 50/50 entre Grand Fortune Ventures et Lucky Ventures, deux sociétés basées à Singapour, elles-mêmes détenues respectivement par Anden Enterprises Ltd et Benton Invest Tech Ltd, basées aux îles Vierges britanniques. Pourtant, entre septembre 2012 et octobre 2013, Albayrak reçoit, selon les documents présentés par RedHack et WikiLeaks, 20 messages de la responsable des ressources humaines de Calik Holding, Betül Yilmaz, qui lui demande de statuer sur l'organisation de la chaîne de commandement au sein de Powertrans,

le recrutement de ses nouveaux employés et jusqu'au salaire des chauffeurs. Il est également consulté à trois reprises par Ekrem Keles, le coordinateur des ventes de Powertrans, le dernier message remontant au 9 août 2015, soit une vingtaine de mois après son départ de la direction de Calik Holding et alors qu'il est déjà député. Plusieurs dirigeants de Powertrans sont par ailleurs d'anciens cadres de Calik Holding. Albayrak a démenti tout lien avec le transporteur.

La plupart des analystes tendent aujourd'hui à relativiser les accusations russes. « *L'EI a vendu du pétrole à des traders, qui eux-mêmes le revendaient à toute personne ayant de l'argent, ami ou ennemi de l'EI, et jusqu'au régime d'Assad* », souligne un expert occidental des questions énergétiques, parlant sous le couvert de l'anonymat. Fin 2014, le sous-secrétaire américain pour le terrorisme et le renseignement financier, David Cohen, **évoquait déjà un trafic** aux acteurs multiples et aux responsabilités diluées : « *L'EI a exploité un marché noir ancien et profondément enraciné liant des traders dans et autour de la zone. (...) Selon nos dernières informations, l'EI vendait du pétrole à un prix sensiblement réduit à toutes sortes d'intermédiaires, dont certains en Turquie, qui transportaient le pétrole pour le revendre. Il apparaît qu'une partie du pétrole venant des territoires où opère l'EI a été vendu aux Kurdes en Irak, puis revendu à destination de la Turquie.* »

Pour le journaliste Tolga Tanis, auteur d'une **enquête détaillée** sur les activités de Powertrans, l'enjeu principal ne réside pas dans ces trafics mais dans la possible utilisation des moyens de l'État turc à des fins d'enrichissement personnel, au détriment des intérêts nationaux, le transport et la commercialisation du pétrole kurde irakien ayant débuté sans le consentement de Bagdad et ayant conduit à une crise diplomatique avec l'Irak et les États-Unis.

« *Concernant Powertrans, le gouvernement turc doit s'expliquer : pourquoi avez-vous donné un tel privilège commercial à une seule compagnie ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'appel d'offres ? Pourquoi Powertrans ? Qui sont les gens derrière Powertrans ? Ce sont des questions légitimes pour les*

citoyens turcs », interroge Tanis, ex-correspondant du quotidien *Hürriyet* à Washington, récemment licencié par son journal. Dans son enquête, le journaliste souligne qu'en tant que gendre de Recep Tayyip Erdogan, Berat Albayrak répond à la définition de « personne politiquement exposée » (PEP), un concept créé en 2005 par l'ONU, et que sa possible implication dans une compagnie comme Powertrans « *serait considérée comme de la corruption par de nombreuses institutions internationales* ».

Powertrans était toujours active en 2017, avec des locaux dans le quartier d'affaires stambouliote de Maslak et un site internet proposant des services de transport – par « *voie terrestre, ferroviaire et maritime* » – et de commercialisation du pétrole sur les marchés méditerranéens.

Les fuites organisées par RedHack et WikiLeaks offrent par ailleurs des éclairages sur l'autre domaine d'expertise de Berat Albayrak, celui qui lui a valu la confiance et l'estime de son beau-père : les médias. Fils du journaliste et écrivain islamiste Sadik Albayrak, révéralé par Erdogan pour ses écrits faisant de l'islam l'instrument de la libération des peuples opprimés par le capitalisme occidental, Berat a en effet gagné ses galons en participant à la première grande opération de remodelage du paysage médiatique turc au bénéfice de l'AKP.



Le 11 juillet 2004 à Istanbul, Esra Erdogan et Berat Albayrak se marient. © Reuters

Nous sommes alors en 2007. Marié depuis trois ans à Esra Erdogan – la noce a réuni des milliers d'invités et a eu pour témoins le roi Abdallah de Jordanie, le président pakistanais Pervez Moucharraf, les premiers ministres roumain Adrian Nastase et grec Costas Caramanlis –, père d'un premier garçon, Ahmet Akif,

le jeune homme de 29 ans vient d'accéder au poste de PDG de Calik Holding, une entreprise dans laquelle il a déjà exercé diverses fonctions pendant et après des études de management à la Pace University de New York, et dont le fondateur Ahmet Calik est un ami de son père.

Sa nomination – il remplace en fait son frère Serhat Albayrak, parti administrer le quotidien *Star*, récemment acquis par un proche d'Erdogan – arrive à point nommé. Le Fonds d'assurance des dépôts d'épargne (TMSF) vient de mettre en vente un groupe médiatique saisi en avril 2007, qui comprend la chaîne de télévision grand public ATV, le quotidien à grand tirage *Sabah* ainsi que trois autres journaux, une radio et quatre magazines. Le groupe Calik est sur les rangs à travers une structure nouvellement créée, Turkuaz Holding.

Seule compagnie encore en lice au moment de l'enchère, en décembre 2007, Turkuaz Holding s'empare d'un pan entier de l'espace médiatique turc sans déboursier une livre : son offre, à 1,1 milliard de dollars, est financée à hauteur de 750 millions de dollars par un emprunt contracté auprès de deux banques publiques, Halk Bankasi et Vakif Bankasi, le solde étant apporté par une compagnie qatarie, Lusail International Media Company, créée quelques mois plus tôt et propriété de l'Administration des investissements du Qatar. *Sabah* et ATV deviennent les fers de lance de la presse progouvernementale.

Après ce coup d'éclat, le nom de Berat Albayrak revient sur le devant de la scène en décembre 2013, au moment de la cession de *Sabah* et ATV à un autre groupe proche du gouvernement, Kalyon. La vente se retrouve au cœur d'un scandale retentissant : un procureur stambouliote et son équipe d'enquêteurs, s'appuyant sur 15 mois d'enquête et de nombreux enregistrements d'écoutes téléphoniques, accusent Albayrak, l'actuel premier ministre Binali Yildirim et le fils cadet de Recep Tayyip Erdogan, Necmettin Bilal, d'avoir marchandé auprès d'entreprises « amies » un soutien financier à Kalyon pour le rachat des deux médias en échange de faveurs de l'État lors d'appels d'offres publics.

« *Berat Albayrak et Necmettin Bilal Erdogan supervisaient et se tenaient informés de cette collecte d'argent* », affirme le procès-verbal rédigé par le procureur Muammer Akkas lorsque celui-ci ordonne, le 25 décembre, l'arrestation de plusieurs dizaines de suspects. La police refuse cependant de procéder aux arrestations et le parquet, remanié, finit par classer l'affaire « sans suites » en septembre 2014, dénonçant une tentative de renverser le gouvernement par des magistrats et enquêteurs affiliés à la communauté religieuse du prédicateur Fethullah Gülen, devenu un adversaire acharné de Recep Tayyip Erdogan.

Trois ans plus tard, la passion du ministre de l'énergie pour le quatrième pouvoir est toujours intacte, à en croire les courriels publiés par WikiLeaks. Ceux-ci donnent notamment à voir une relation épistolaire approfondie entre le gendre du président et le PDG du groupe de presse théoriquement indépendant Dogan Media Group, Dogan Yalçindag, qui en 2016 affiche son adhésion aux grands principes de la politique de l'AKP et annonce son intention de se défaire du rédacteur en chef du quotidien *Hürriyet*, Sedat Ergin, jugé coupable de « *manchettes irresponsables et hostiles* » au gouvernement. Tout en démentant avoir écrit ces messages, Yalçindag annoncera sa démission une semaine après leur publication par RedHack.

Gendre, ministre, gérant avisé des intérêts privés du clan Erdogan, homme de réseaux, Berat Albayrak fait sans conteste parti du premier cercle, de plus en plus restreint, des hommes de confiance du Reis. Au point de faire dire lors d'un programme télévisé en mai 2016 à l'éditorialiste Levent Gültekin, ancien directeur de l'information dans la presse progouvernementale, passé à l'opposition : « *Trois personnes dirigent la Turquie, les autres sont des figurants. Il s'agit de M. Tayyip, son gendre et le frère de ce dernier* [Serhat Albayrak, aujourd'hui PDG de Turkuaz Holding et membre du conseil de direction de Calik Holding – ndlr]. *Dans tous les domaines, ce sont ces trois-là qui organisent tout : l'administration, les médias, le parti.* »

Déjà pressenti pour le rôle de premier ministre au moment du limogeage d'Ahmet Davutoglu, en juin 2016 – Erdogan lui a finalement préféré le très docile Binali Yildirim –, Berat Albayrak et son destin politique continuent d'alimenter les chroniques. Son nom est évoqué au poste de vice-premier ministre de l'économie, actuellement occupé par Mehmet Simsek, en cas de remaniement après le congrès extraordinaire de l'AKP, dimanche 21 mai. Certains analystes le voient même dans les habits de chef de gouvernement jusqu'à l'entrée en application, en 2019, de la réforme constitutionnelle adoptée le 16 avril par référendum, qui transfère les pouvoirs du cabinet au président.

« Quand on parle de Berat Albayrak, on dit qu'il travaille déjà comme un premier ministre. Les ministres ne peuvent pas faire un pas sans qu'il en soit informé. Aucun ministre ne se rendrait au palais présidentiel sans son approbation. Les projets qu'ils préparent, les décisions qu'ils

s'apprêtent à prendre, jusqu'aux décisions qu'ils vont diffuser seraient d'abord présentées à Berat Albayrak », écrit l'éditorialiste Can Atakli, du quotidien d'opposition Sözcü.

Berat Albayrak peut-il pour autant se rêver en dauphin, en successeur d'un Recep Tayyip Erdogan dont la nostalgie ottomaniste aurait pris une inflexion dynastique ? Les personnalités qui ont côtoyé le président restent circonspectes. *« Quand on voit la façon dont il [Erdogan] s'est séparé de ses collaborateurs les plus fidèles... Sur sa route, il y a plein de morts. Pourquoi ne commencerait-il pas demain à soupçonner son gendre ? », commente l'une d'elles, sous couvert d'anonymat. « Berat Albayrak joue un rôle très important. Mais les accusations dont il fait l'objet constituent un handicap très important », estime pour sa part un ancien ministre AKP de façon également anonyme. « Toutes les informations vont sortir, les unes après les autres. Ça va être difficile pour lui. Je ne voudrais pas être à sa place. »*

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.